

Forum sur la sécurité



À Varsovie, **Ararat Mirzoyan** a donné une interview à TVP World ; Extraits :

Question : *L'Arménie et l'Azerbaïdjan ont signé la Déclaration à Washington le 8 août. Quelles ont été les avancées depuis ?*

Réponse : Dans cette déclaration, les dirigeants ont convenu de plusieurs points essentiels. Par ailleurs, dans cette déclaration, les dirigeants ont convenu des grands principes fondamentaux pour résoudre le problème de connectivité. Il s'agit notamment de débloquer et de relancer les infrastructures de transport et les liens de transit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Ces principes sont : la reconnaissance de l'intégrité territoriale, l'inviolabilité des frontières, la souveraineté des pays, la reconnaissance des juridictions nationales sur les points de passage, ainsi que la reconstruction et le fonctionnement des infrastructures.

L'Arménie et l'Azerbaïdjan ont convenu de débloquer leurs communications de transport, et il est ici question de l'ensemble des infrastructures. Par exemple, l'Arménie obtient l'accès au réseau ferroviaire azerbaïdjanais, l'Azerbaïdjan l'accès au réseau ferroviaire arménien, et plus tard, les routes et autres infrastructures.

Nous pouvons utiliser nos infrastructures respectives comme le font nos voisins habituels, par exemple en Europe ou ailleurs. La partie de ces infrastructures, qui constituent la liaison la plus courte entre l'Azerbaïdjan continental et le Nakhitchevan, sera exploitée sous le nom de TRIPP (Trajet Trump pour la paix et la prospérité internationales).

En quoi consiste donc ce TRIPP ? L'Arménie et les États-Unis vont créer un consortium, une entreprise qui sera le constructeur et l'exploitant principal du passage ferroviaire. Ce consortium pourra à son tour embaucher une ou plusieurs entreprises tierces pour la mise en œuvre de tel ou tel service sur l'ensemble du

passage. Il pourra également gérer, construire et exploiter des pipelines, des câbles électriques, etc.

Ainsi, tous les accords seront réciproques. Nous allons aussi utiliser, par exemple, le territoire de la République autonome du Nakhitchevan pour relier le nord et le sud de l'Arménie par voie ferrée. Il n'existe actuellement aucune liaison ferroviaire.

Q : *Nous avons eu l'occasion de visiter la frontière avec la mission d'observation de l'Union européenne en Arménie. Avons-nous une échéance approximative quant à la date à laquelle ces frontières – si je parle spécifiquement de la frontière avec la Turquie – pourrons ouvrir cette voie de transit libre, pour les déplacements, pour tout, et quand cette ligne ferroviaire commencera-t-elle à être mise en service ? Je me souviens que l'ambassadeur des États-Unis en Arménie avait par ailleurs déclaré que les États-Unis avaient alloué 145 millions de dollars à différents projets. Alors, quand pourrons-nous avoir une échéance ?*

R : Comme je l'ai dit, nous nous sommes mis d'accord sur les principes fondamentaux. Il faut nous maintenant, avec la délégation ou une équipe des États-Unis, convenir des solutions techniques et des modalités du passage de la compagnie que je viens de définir. Nous avons donc déjà entamé des discussions avec nos homologues américains. Je suppose que nous pourrons finaliser ce processus dans les prochains mois, et les travaux de construction devraient alors commencer.

Si l'on parle de cette liaison ferroviaire, je crois que les spécialistes estiment que cela pourrait prendre au moins deux ans, par exemple. Mais nous sommes très intéressés par la construction, l'ouverture et la relance des liaisons entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au plus vite, car, comme je l'ai dit, nous en sommes l'un des principaux bénéficiaires. Nous pouvons également expédier ou recevoir des marchandises, par exemple, en utilisant l'infrastructure et le territoire de l'Azerbaïdjan. Mais c'est la question de la connectivité.

Il y a aussi l'Accord de paix, et nous sommes prêts à signer le Traité dès que possible. La partie azerbaïdjanaise a posé certaines conditions préalables, mais nous ne partageons pas cet objectif. Néanmoins, sans même attendre la

cérémonie de signature finale de ce Traité de paix, des processus peuvent être mis en œuvre et sont déjà en cours avant cela. Par exemple, nous avons évoqué la possibilité d'une plus grande tolérance mutuelle, voire d'une coopération au sein des instances et plateformes internationales.

Après des décennies de conflit, imaginez le poids accumulé sur différentes plateformes, différents documents, conventions, où nous exprimons nos opinions particulières, etc.

Nous avons déposé une demande auprès de l'OSCE pour clore le processus de Minsk. C'est donc déjà une étape franchie.

Il y a aussi la délimitation de la frontière. Cela a commencé il y a longtemps. Nous avons déjà délimité 12 kilomètres de frontière. Nous visitons le village, par exemple, le village arménien situé sur cette partie de la frontière, et nous constatons qu'il est en plein essor. Il y a une nouvelle école, les gens se sentent plus en sécurité, il n'y a plus d'inquiétudes sécuritaires parmi la population et les villageois. Des processus sont donc en cours, et d'autres sont à venir.

Eh bien, vous savez, ces décennies de conflit ont aussi un lourd fardeau psychologique. Il y a l'histoire et le souvenir du sang versé des deux côtés. Je crois que les citoyens des deux côtés font preuve de prudence. La réconciliation prendra donc du temps, je crois. La paix, comme je l'ai dit, est établie, mais elle nécessite une attention particulière, une attention quotidienne de la part des deux parties. Et je tiens à souligner ici que la rhétorique agressive, de part et d'autre, n'est absolument pas encourageante.

Q : *À propos de rhétorique agressive : quel rôle joue encore la Russie ? Je pense que c'est une question importante, n'est-ce pas ? Nous constatons que le rôle de la Russie diminue lentement dans le Caucase du Sud. Mais quel est son rôle dans la sécurité de l'Arménie aujourd'hui ? Ou bien n'est-il plus le même qu'il y a quinze ans ?*

R : Officiellement, nous avons entendu les déclarations de bienvenue des hauts responsables russes, saluant l'instauration de la paix, la Déclaration de Washington. Officiellement, nous avons constaté que les hauts responsables russes se sont déclarés prêts à soutenir le projet de connectivité et à y

participer d'une manière ou d'une autre. Je ne peux évidemment pas nier que nous observons quotidiennement de vives critiques de la part des médias russes, parfois des médias d'État, des parlementaires, des experts et des responsables politiques, ainsi que de vives critiques à l'encontre du gouvernement arménien et de la politique étrangère actuelle de ce pays.

Q : *Mais pourquoi ? N'est-ce pas une bonne chose de voir l'Arménie s'épanouir auprès de l'Occident et se rapprocher de l'Europe ?*

R : Vous devriez peut-être interroger vos invités russes, s'il y en a. Sans même chercher à comprendre les raisons profondes, elles peuvent être simples ou complexes, je pense que la Russie, nos collègues russes, ainsi que nos collègues de tout autre pays tiers, doivent respecter les décisions du peuple arménien. Nous organisons constamment des élections démocratiques, les partis politiques y présentent leur programme et leurs points de vue sur différentes questions cruciales, et ensuite les citoyens arméniens décident. Notre parti politique, mené par notre Premier ministre, a obtenu la majorité des voix. Nous avons même obtenu le soutien des citoyens arméniens lors des élections législatives anticipées de 2021, en pleine crise politique interne très grave. Plusieurs sondages d'opinion ont été réalisés cette année, et nous allons maintenant organiser de nouvelles élections, des élections législatives en juin 2026. On verra bien.